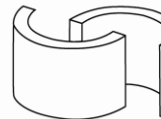


OFFICE NATIONAL DE SÉCURITÉ SOCIALE
I N S T I T U T I O N P U B L I Q U E D E S É C U R I T É S O C I A L E

Place Victor Horta 11 - 1060 BRUXELLES - Tél. 02 509 31 11 - Fax 02 509 30 19 - Internet: www.onss.fgov.be
IBAN: BE63 6790 2618 1108 - BIC: PCHQBEBB - Heures de visite: de 9 à 11 heures 30 ou sur rendez-vous tous les jours ouvrables sauf le samedi



**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IDENTIFICATION ET DU
CONTRÔLE DES DÉCLARATIONS**

nimportequoi

Votre correspondant(e) :

Tél :

Fax :

E-mail :

À rappeler dans votre réponse s.v.p. :

Numéro d'entreprise :

Notre référence : DG III /1234567-89

Date d'envoi:

AVIS DE DEBIT

Cotisation de responsabilisation de chômage économique

Période de référence : 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} trimestre 2012

(voir la communication au verso)

Nombre de travailleurs pour lesquels la cotisation est due	35(1)
--	-------

Montant à payer avis du mois décembre	1.620.85(2)
---------------------------------------	-------------

- (1) Nombre de travailleurs manuels ou apprentis assujettis aux lois relatives aux vacances annuelles qui ont dépassé un certain nombre de jours en raison d'un manque de travail pour des raisons économiques.
- (2) Le montant de la cotisation due est calculé en fonction du nombre de jours de chômage économique des travailleurs mentionnés en (1).

Montant à payer (versement individuel)	€ 1620,85
Numéro de compte	IBAN : BE63 6790 2618 1108 BIC : PCHQBEBB
Communication (à mentionner lors du paiement)	XXXXXXXXX(matricule) Chômage écon.
Échéance de paiement = celle des cotisations du trimestre d'envoi, dans ce cas-ci 31/01/2013.	

L'Administrateur-général,
Par délégation,

Sarah Scaillet
Directrice générale

COMMUNICATION AUX EMPLOYEURS

Une cotisation patronale annuelle calculée sur la base d'une partie du nombre de jours de chômage temporaire suite à un manque de travail pour des raisons économiques est due dans certaines circonstances.

Dans le cadre de l'article 78 de la Loi portant des dispositions diverses du 28 décembre 2011 qui modifie l'article 38 § 3 sexies de la Loi du 29 juin 1981, les employeurs auxquels est applicable la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté loi du 28 décembre 1944 sont redevables d'une cotisation de responsabilisation calculée sur la base d'une partie des jours de chômage temporaire qu'ils ont déclaré pour leurs travailleurs manuels et apprentis assujettis aux lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971. La manière dont la cotisation est calculée est expliquée ci-dessous.

L'Office national de sécurité sociale (ONSS) est chargé du calcul, de la perception et du recouvrement de cette cotisation.

Cette cotisation est assimilée à une cotisation de sécurité sociale, notamment en ce qui concerne les délais de paiement, l'application des sanctions civiles et des sanctions pénales, la surveillance, la désignation du juge compétent en cas de litige, la prescription en matière d'actions en justice, le privilège et la communication du montant de la déclaration de créance de l'institution chargée de la perception et du recouvrement des cotisations.

La cotisation est due avec et dans les mêmes délais que les cotisations de sécurité sociale qui, sur la base de la loi précitée du 27 juin 1969, se rapportent au trimestre dans lequel le montant a été communiqué.

Des modifications aux déclarations ne peuvent entraîner aucune diminution du montant dû.

En cas de réception tardive d'une ou plusieurs déclarations, le calcul se fait après la réception de la dernière déclaration.

Comment a été calculée cette cotisation de cet avis de débit?

Le montant de la cotisation est calculé par travailleur manuel ou apprenti pour lequel l'employeur était, au cours de l'année civile en question, tenu de faire parvenir une déclaration en application de l'article 21 de la loi précitée du 27 juin 1969. La période de référence de cet avis de débit est le 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} trimestre 2012.

Le montant de la cotisation est calculé selon la formule suivante :

$((a - b) + (a - c) + (a - d) + (a - e) + (a - f)) * n$, où :

a = le nombre total de jours de chômage temporaire en vertu du manque de travail pour raisons économiques qui ont été déclarés par l'employeur pour chaque ouvrier ou apprenti assujetti à la législation coordonnée du 28 juin 1971 relative aux vacances annuelles des travailleurs qui a été occupé pendant la période de référence reprise sur l'avis de débit.

Vu que les données du 4^{ème} trimestre de cette année calendrier ne sont momentanément pas disponibles, le calcul de cette cotisation a été basé sur les jours déclarés au 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} trimestre de cette année calendrier et il y aura une conversion de ce nombre de jours divisé par 3 et multiplié par 4. Le résultat de cette opération arithmétique est arrondi à l'unité la plus proche avec 0,5 qui est arrondi à l'unité supérieure.

b = 110;

c = 130;

d = 150;

e = 170;

f = 200

n = un montant forfaitaire qui s'élève à 20 euros, étant entendu que si l'opération (a - b), (a - c), (a - d), (a - e) ou (a - f) produit un résultat négatif, ce résultat n'est pas pris en compte dans la formule.

Au courant de ce 1^{er} trimestre de l'année calendrier suivante, il y a un nouveau calcul sur base des données des 4 trimestres de cette année calendrier afin de pouvoir déterminer le montant définitif de la cotisation annuelle due. Si le résultat de ce calcul définitif diffère du calcul actuel, l'ONSS enverra une correction en débit ou en crédit de cet avis.

Sous certaines conditions, le Ministre de l'Emploi peut décider de réduire de moitié la cotisation pour les entreprises reconnues en difficulté.